



HAL
open science

Contestation ou négociation à Jakarta ? Deux quartiers face aux projets urbains de la métropole

Judicaelle Dietrich

► **To cite this version:**

Judicaelle Dietrich. Contestation ou négociation à Jakarta ? Deux quartiers face aux projets urbains de la métropole. *Cybergeo : Revue européenne de géographie / European journal of geography*, 2015, 10.4000/cybergeo.27370 . hal-02024070

HAL Id: hal-02024070

<https://hal.science/hal-02024070>

Submitted on 18 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Cybergeo : European Journal of Geography

Aménagement, Urbanisme

Judicaëlle Dietrich

Contestation ou négociation à Jakarta ? Deux quartiers face aux projets urbains de la métropole

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Judicaëlle Dietrich, « Contestation ou négociation à Jakarta ? Deux quartiers face aux projets urbains de la métropole », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Aménagement, Urbanisme, document 756, mis en ligne le 18 décembre 2015, consulté le 18 décembre 2015. URL : <http://cybergeo.revues.org/27370> ; DOI : 10.4000/cybergeo.27370

Éditeur : CNRS-UMR Géographie-cités 8504

<http://cybergeo.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://cybergeo.revues.org/27370>

Document généré automatiquement le 18 décembre 2015.

© CNRS-UMR Géographie-cités 8504

Judicaëlle Dietrich

Contestation ou négociation à Jakarta ? Deux quartiers face aux projets urbains de la métropole

- 1 Jakarta est une métropole « émergente » (Fleury, Houssay–Holzschuch, 2012) imposée comme centre majeur de l'État indonésien par les régimes successifs après l'Indépendance (17 août 1945). En un demi-siècle, la ville s'est ainsi transformée en une mégapole tentaculaire de presque dix millions d'habitants au cœur d'une région urbaine de vingt-trois millions d'habitants en 2012, le plus grand complexe urbain d'Asie du Sud-est¹ et une des plus « grandes » villes du monde. Les changements rapides des modes de vie des résidents de la ville accompagnés par les mutations des formes urbaines ont été favorisés par l'entrée de nouveaux acteurs, partie prenante de ces évolutions, en particulier dans le cadre de l'insertion de Jakarta dans le système capitaliste et néolibéral mondial. C'est ici une des formes de la transition urbaine liée à son internationalisation (Goldblum, Franck, 2007), processus qui augmente la pression au changement urbain (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007). La capitale s'est ainsi développée rapidement – son image de succès s'exposant à tous ses habitants – et affirme aujourd'hui la volonté d'être reconnue comme ville « globale » ou en passe de le devenir.
- 2 En effet, Jakarta n'apparaît pas comme une ville dite pauvre. Les statistiques officielles sont explicites : moins de 4 % des résidents vivraient sous le seuil de pauvreté, largement en dessous de la moyenne nationale (12,49 % de la population) (BPS, 2011)². Pourtant des paysages spécifiques persistent dans la ville, confirmant le maintien de conditions de vie précaires. Leur significative extension spatiale et leur importance dans les politiques urbaines témoignent de la persistance des inégalités dans l'espace urbain et de l'enjeu que représentent ces espaces en termes d'accès au sol et au logement.
- 3 Dans un contexte de forte pression foncière et de réglementations complexes, de nombreux rapports de force apparaissent entre les différents acteurs, montrant la sensibilité de la question. Qu'elles soient publiques ou privées, institutionnelles ou non et au capital (spatial, économique, social) très varié, les différentes composantes de la société urbaine participent à la fabrique de la ville, exprimant leurs divergences de vues et d'intérêts, y compris les populations qui ne sont pas considérées comme membre de la communauté urbaine. Sous quelles formes se matérialisent ces relations dans les espaces de la ville ? De la soumission à la contestation en passant par les différentes formes de négociation, l'enjeu est ici d'identifier les réponses possibles des citoyens dans ce contexte conflictuel. Face à un projet urbain, les formes et niveaux de mobilisation citoyenne varient (quand il y en a) et montrent la diversité des modes de régulation de ces conflictualités urbaines, entre la canalisation, la domination ou la négation de certains groupes urbains. Ce sont donc les modes de gouvernance de la ville et leur rôle dans la fabrique de cette dernière qui sont au cœur de cette étude.
- 4 On entendra par négociation un processus dynamique impliquant plusieurs parties en conflit (actif ou latent) du fait d'intérêts divergents (Rojot, 1994). La régulation pour permettre un accord est qualifiée de négociation, mais peut impliquer une distribution de pouvoirs inégale pour la résolution du conflit (Renaud, 2005). En revanche, la notion de contestation implique le passage à un conflit ouvert et à une mobilisation plus radicale de certains acteurs, notamment celle qui s'exprime dans l'espace public. La concertation (en tant que cadre formel de l'élaboration d'un projet urbain) n'est pas un enjeu puisque les habitants affectés ne sont pas le public visé des opérations présentées ici. Ainsi leur participation n'est pas envisagée dans la démarche des porteurs du projet urbain.
- 5 Le propos s'appuie sur un travail de recherche doctorale réalisé à Jakarta³ et s'inscrit dans les approches portées par les concepts de justice spatiale et d'informalité politique (liés aux travaux de l'équipe de recherche Inverses⁴). L'objectif est de confronter les hypothèses

théoriques nouvelles à la réalité d'un terrain urbain dit du Sud, en développement, dans une des plus grandes mégapoles du monde qui s'insère dans les dynamiques urbaines globales telles que la néolibéralisation (Béal, 2010, Tickell et Peck, 2002). Il s'agit d'exposer quelques résultats d'une recherche en cours à partir d'expériences de terrain, c'est-à-dire d'observations de différents quartiers et situations informels, associées à l'analyse de discours portant sur la pauvreté et l'informalité dans la ville grâce à la collecte de rapports et documents de travail des différents acteurs participant à la production de la ville (bailleurs de fonds, Organisations Non Gouvernementales locales et internationales, institutions gouvernementales et chercheurs engagés dans la société civile). Cette démarche est complétée par des entretiens qualitatifs enregistrés auprès d'agents de ces groupes stratégiques (Bierschenk, Olivier de Sardan, 1994). La mise en perspective de deux espaces à des moments différents de l'avancée du projet urbain permet de faire apparaître les types d'acteurs en présence impliquant la mise en œuvre de logiques de gouvernance différentes des pratiques officielles de l'aménagement.

6 En quoi les recompositions de l'espace urbain produisant des situations d'insécurité participent-elles à la fragilisation des positions sociales des habitants affectés ? Cette interrogation invite à s'intéresser aux citoyens « ordinaires » et au « prolétariat informel » (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007) comme acteurs de la ville sous tension, en identifiant leurs marges de manœuvre dans ce contexte. L'objectif de ce papier est de contribuer à l'analyse des conséquences des changements urbains à l'échelle globale, produisant des rapports de pouvoirs nouveaux et des modes informels de gouvernements entre des groupes sociaux urbains de plus en plus segmentés. Cette réflexion s'appuie sur le postulat que le caractère international des « villes en mondialisation » (les *Worlding cities* de Roy et Ong, 2011) renforce les tensions et les dominations dans la société urbaine.

7 L'attention sera en particulier portée sur la position de populations considérées comme informelles voire illégales dont la présence semble pourtant pouvoir se négocier tant avec les pouvoirs publics (quoique de moins en moins visibles) qu'avec les propriétaires privés des terrains contestés en identifiant les modalités permettant une mobilisation collective ou une individualisation du processus limitant la contestation.

8 Après avoir présenté les modalités de la fabrique de la ville, cet article reviendra sur les concurrences qui s'affirment pour l'appropriation d'espaces urbains au risque de remettre en cause l'acceptation de la présence d'une partie de la population dans l'espace et la société urbaine. Enfin, la comparaison de deux quartiers fera apparaître le rôle de l'informalité comme variable d'analyse des inégalités entre les urbains et des stratégies de négociation. La vulnérabilité différenciée des personnes affectées et la diversité des intérêts individuels sont les principales difficultés expliquant l'impossibilité de mener une mobilisation collective coordonnée voire une contestation pour et par les populations dominées à Jakarta.

La fabrique de la ville : Projets urbains et autres modes de production de la ville

9 D'après les analyses critiques des études urbaines postcoloniales, le caractère « global » des villes renforce les tensions et les dominations dans les espaces urbains, en particulier sur les marchés du travail et du logement. En effet, l'affirmation de leur participation au système capitaliste global semble devoir passer par une image de modernité, image qui implique notamment d'importantes restructurations urbaines (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007) initiées par un consensus technopolitique (Swynguedouw, 2011) et privé. La fabrique de la ville se comprend alors dans une situation de tension voire de conflit. L'enjeu est alors d'identifier les implications sociales, politiques et économiques de ces transformations dans les villes du Sud, notamment dans des espaces subalternes en faisant apparaître le rôle de ses agents du quotidien (Roy, 2011).

La mise aux normes de Jakarta

10 Le dernier schéma directeur promulgué en 2012 témoigne des principes guidant l'action publique et privée sur l'espace urbain. Ce document d'urbanisme montre les choix opérés par les groupes stratégiques qui participent à la fabrique de la ville. Toute opération

urbaine doit se conformer à cette loi de planification (Municipalité de Jakarta, 2010). Fonctionnaires, aménageurs et acteurs privés⁵ cherchent à insérer la ville dans les dynamiques globales néolibérales, en suivant les mêmes processus que d'autres grandes villes liés à la métropolisation des territoires. Au-delà de l'accroissement démographique⁶ (ralenti dans la ville centre, mais très fort dans les villes périphériques), c'est bien le phénomène de concentration des fonctions et des activités que l'on peut observer, résultat du rôle conjoint de l'État et des intérêts privés. Centre politique incontestable malgré la décentralisation en cours, c'est aussi le pôle économique le plus important du pays rassemblant services et industries. La métropole s'impose ainsi comme la vitrine de la réussite économique de l'Indonésie et le levier privilégié pour s'insérer dans la compétition métropolitaine internationale. C'est toute une mise aux normes de la ville qui se met en place, encadrée notamment par ce document d'urbanisme. Afin de témoigner de son dynamisme, la ville cherche à présenter un certain nombre de caractères identifiables, alors qu'elle est souvent décrite comme un « grand village bas » (Silver, 2008). Le centre-ville et ses annexes connaissent désormais une forte verticalisation du bâti favorisant la promotion, dans cette zone de la ville, d'un centre politique, civil, commercial et de services, concentrant dans un espace restreint les fonctions majeures de la métropole. On observe ainsi les signes morphologiques de la transition urbaine ancrés dans les modes d'interventions urbanistiques des politiques publiques. La question de l'image de la ville est une composante essentielle permettant de comprendre le rôle de la globalisation capitaliste sur les formes urbaines. Sklair (2006) démontre à ce sujet que les gratte-ciel proclament la richesse et le pouvoir des entreprises transnationales majeures (que ce soit des banques, des manufactures ou autres services) tout comme des sociétés très peu connues. Ces recompositions urbaines sont permises par les politiques et autres professionnels de la globalisation qui donnent les cadres au secteur privé afin de créer ces espaces « icônes » qu'ils soient locaux, nationaux ou même globaux. Le témoin urbain de ces choix est, entre autres, la multiplication des grands centres commerciaux aux fonctions croisées, faisant office d'hôtel, de bureaux et logements luxueux. Les *malls* rassemblent ainsi les activités les plus prestigieuses dans des formes très identifiables : de hauts buildings rivalisant de technologie, symboles de la modernité de Jakarta. Maintenant, ces centres d'affaires s'étendent au-delà du *Central Business District (CBD)* et participent à l'affirmation progressive de la polycentralité (Figure 1).

- 11 Sont ainsi mises en valeur des formes urbaines valorisant l'image de succès économique, prouvant sa capacité actuelle et future à tenir la comparaison avec les autres villes globales⁷. Elles illustrent ce que Marcuse et Van Kempen (2000) appellent le « *nouvel ordre spatial* » lié à l'impact de la néolibéralisation⁸ mondialisée sur la structure interne de ces villes.
- 12 L'histoire urbaine de Jakarta est profondément marquée par l'inscription dans l'espace des inégalités. Capitale coloniale des Indes néerlandaises, la distribution spatiale de la population dans Batavia révélait la division socio-spatiale des « races » et reflétait l'organisation du pouvoir. La ségrégation institutionnalisait ainsi l'espace urbain comme marqueur et organisateur des rapports sociaux inégalitaires et de domination (Abeyasekere, 1987). Depuis l'Indépendance, on a pu observer le transfert des fonctions de pouvoir dans les espaces déjà identifiés comme dominants (bâtiments coloniaux et quartiers alentours). La diversification des pouvoirs et des acteurs pouvant les exercer a spatialement été associée à l'extension et à la multiplication des centralités. L'inscription spatiale de ces fonctions urbaines s'ancre dans des politiques urbaines et des formes architecturales identifiables, avec le développement de centres économiques suivant l'axe de croissance de la ville (nord sud notamment)⁹. La course aux grands buildings ou simplement leur développement massif à Jakarta témoigne de la volonté des promoteurs et aménageurs de prouver leurs capacités à maîtriser l'espace urbain et les urbains par extension. C'est en ce sens que l'on pourrait parler d'espaces urbains de la domination. C'est pourquoi ces formes urbaines sont directement dépendantes des acteurs qui les conceptualisent et les produisent dans l'espace urbain. Ils mettent ici en œuvre leur pouvoir de faire la ville, de la modeler afin de pouvoir tirer profit de son image. En effet, les travaux de Saskia Sassen (2009) montrent comment la société des villes globales (et en cours de globalisation) se recompose avec le rôle des nouvelles « classes globales ». Un

nouveau groupe social composé de grands fonctionnaires internationaux (Banque mondiale, Union Européenne, Nations Unies, ...), des membres d'ONG internationales et de nouvelles élites salariées des grandes firmes multinationales (managers, financiers) apparaît dans les grandes métropoles¹⁰. Sklair (2006) précise cette pensée en identifiant la fonction de la « classe capitaliste transnationale » dans la production et la commercialisation de nouveaux espaces dans les villes mondiales qui ont des conséquences sur les sens de l'espace de ceux qui les utilisent. Leur culture commune et circulation entre les différentes institutions leur permet d'avoir une conscience de classe et ainsi une capacité de mobilisation pour défendre leurs points de vue et intérêts à l'échelle mondiale. Ils transmettent ainsi aux États, décideurs et aménageurs leur conception de l'urbain. Ils participent à la maîtrise de l'espace et à la compréhension des dynamiques immobilières de la ville en imposant de nouvelles conditions de productions architecturales. Les formes dominantes de cette architecture servent directement les intérêts capitalistes (Sklair, 2006). Il y aurait ainsi une concertation pour la production d'une image de la ville correspondant à ses fonctions. Les principes de planification urbaine reprennent leurs objectifs et la mise en œuvre *top-down* des politiques urbaines montre là encore la domination instaurée liée au pouvoir de *faire la ville*. Cette lecture du paysage urbain permet de faire apparaître l'imbrication entre production économique et production de la ville¹¹.

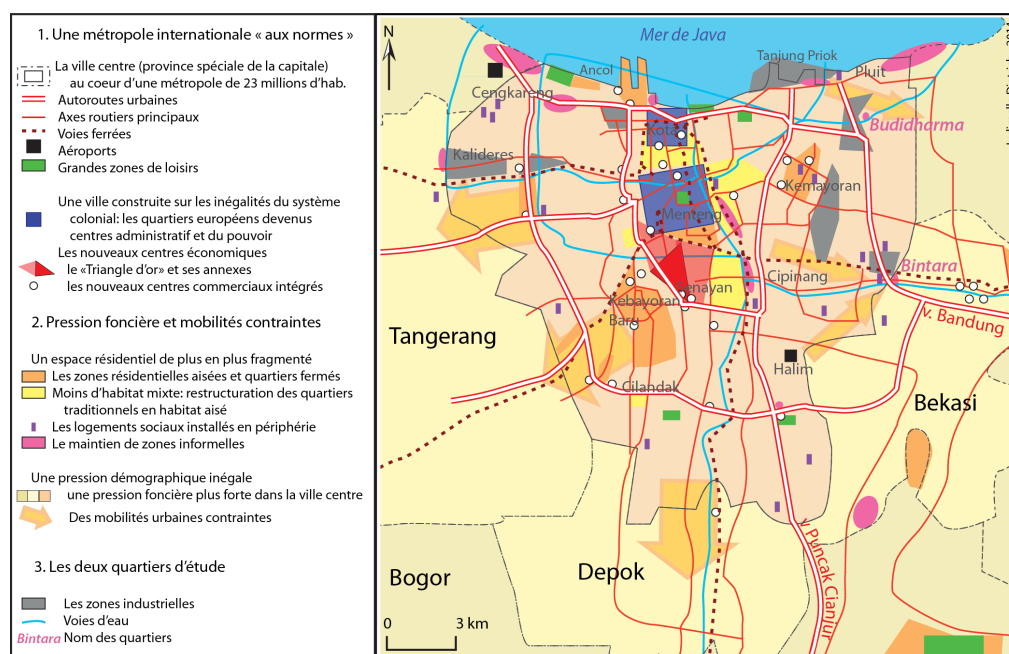
- 13 Ainsi, l'internationalisation de la ville et de ses espaces peut s'observer dans les formes urbaines mais ces dernières ne sont que les témoins physiques de nouvelles fonctions et de la présence d'acteurs et groupes stratégiques qui possèdent un véritable pouvoir dans la fabrique de la ville.

De la non ville à la fabrique de la ville

- 14 Malgré ces grandes orientations imposées et les transformations en cours, il y a toujours d'autres types d'espaces présents dans le périmètre de la ville ; des espaces tout aussi liés au développement et à la croissance de la ville. Ils en sont les témoins voire même la condition, étant les premiers réceptacles de la croissance démographique rapide¹². À la périphérie de la ville coloniale, planifiée et réservée aux Européens et à l'administration, se sont agglomérés des ensembles résidentiels très denses, occupés par des travailleurs. Ces quartiers sont nommés « *kampung* », « camp » au sens littéral ou village dans l'espace rural, terme qui n'est utilisé que pour les groupements résidentiels des autochtones. Leur première construction fut informelle et ce terme implique dans les représentations des conditions sanitaires malsaines, sans accès sécurisé à l'eau et à l'assainissement. Toujours utilisé aujourd'hui, il fait maintenant référence à tout quartier dense et bas non planifié, dont l'évocation reste empreinte par ces perceptions d'informalité et d'insalubrité. Ils sont marqués par une absence ou très faible séparation des fonctions entre le domicile et le travail (Monnet, 2010). À cela s'ajoutent les zones d'habitat spontané installées illégalement dans des espaces qui ne sont pas prévu pour cet usage dans le plan d'occupation des sols de la municipalité. Les bidonvilles s'agglomérant sous les ponts, le long des voies d'eau et de chemin de fer en sont une des images les plus frappantes à Jakarta. Pourtant leur nombre diminue régulièrement et leur emprise spatiale est beaucoup moins prégnante dans l'espace urbain. Ces deux types d'espaces ne sont pas reconnus comme des formes de l'urbanité (en effet, on leur a assigné un terme les rapprochant du monde rural). Ces quartiers considérés comme informels sont principalement localisés à proximité de quartiers parmi les plus aisés et des zones d'emploi. Bien que les prix fonciers y soient plus élevés, ils se sont concentrés dans le centre, dans les espaces où les conditions environnementales ne sont pas sécurisées (Abeyasekere, 1987 ; Silver, 2008 ; Texier, 2009). Cette localisation permet aux résidents d'assurer un revenu grâce aux possibilités variées de services à la personne et domestique.
- 15 L'intégration de ces espaces dans la ville, sa conception et son organisation, n'a pas été favorisée par les politiques urbaines. La première méthode de « gestion » de ces « espaces de la pauvreté » choisie par le gouvernement municipal après l'indépendance a été la négation de leur existence, le Président Sukarno estimant que la croissance et le développement du pays, tirés par la ville capitale, permettrait leur résorption « naturelle ». C'est seulement à

partir du milieu des années 1960 qu'une politique a été mise en œuvre sous l'impulsion du gouverneur Sadikin : suite à l'identification de ces lieux de concentration de population à bas revenus, il a initié ce que l'on peut qualifier d' « urbanisme du bulldozer » (Blot, Spire, 2014) afin d'agir directement sur le tissu urbain (Taliervo, 2008 ; Osmont, 1995). Plus que de la gestion, l'objectif (qui semble d'ailleurs toujours en cours) est de les repousser toujours plus loin du centre voire au-delà des frontières de la municipalité. L'idée est bien de montrer, voire de justifier, que les espaces et populations informels n'ont pas leur place dans la ville, comme on peut l'observer dans d'autres trop nombreuses situations : le déguerpissement des populations informelles à Phnom Penh a été présenté par Julie Blot (2014), tout comme la situation précaire des bidonvilles en Inde dans les travaux de Véronique Dupont, (2007 et 2008), pour quelques cas asiatiques mais aussi entre autres à Nouakchott par Armelle Choplin (2014) La reconstruction massive du cœur et des périphéries dans les années 1990 introduit une profonde réorganisation spatiale, à tel point que les résidus de la configuration de la ville coloniale sont beaucoup plus difficiles à discerner (Silver, 2008). C'est une période de vaste éviction des bidonvilles et zones de squat au profit du développement commercial et résidentiel, permis aussi par l'essor du réseau de transport élargi. Ainsi, les constructions spontanées qui s'étaient accumulées le long du canal ouest (le *Banjir Canal*) réalisé pour réguler et contrôler les inondations, ont été détruites pour libérer l'espace nécessaire aux piliers supportant la rocade intérieure surélevée. Ces restructurations profondes du tissu urbain de Jakarta appuient la logique circulatoire, mettant au cœur de ces rénovations la place de l'automobile. Les autoroutes urbaines, dont l'essor est par exemple analysé par Agnès Deboulet et Mona Fawaz à Beyrouth (2004), connaissent un développement brutal en Asie. Ce processus de suppression des bidonvilles et de réaménagement urbain est directement relié au changement des cadres de propriété. La spéculation suit la croissance économique qui apporte aux élites urbaines la capacité financière d'investir dans le foncier (Fauveaud, 2013). Le contrôle de l'espace par les spéculateurs fait monter les prix en limitant l'accessibilité économique de certaines zones, donc l'accès à un logement abordable. L'accès à l'espace pour les populations à bas revenus n'est permis que par la perpétuation des bidonvilles existants (Silver, 2008). La spéculation foncière touche aussi les opportunités résidentielles des classes moyennes en les évinçant du centre vers le marché suburbain participant ainsi à l'étalement urbain. Toutes ces recompositions de l'espace urbain initient donc d'importantes mobilités sous contraintes produisant un nouveau groupe urbain de populations « flottantes ». (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007). En lien avec la modernisation de la ville émergent donc différents types d'espaces urbains et de populations urbaines.

Figure 1. Jakarta, une métropole internationale sous tension



Une coprésence nécessaire

- 16 Dans le cadre de l'insertion de l'Indonésie dans le système capitaliste mondial¹³, Jakarta a été le lieu de grands projets urbains, exigeant un fort besoin de main d'œuvre. Parallèlement, le logement informel s'est étendu pour accueillir les migrants, la gestion urbaine n'ayant pas anticipé une telle rapidité de l'urbanisation. Il n'y a pas d'alternative à l'entassement dans les quartiers résidentiels traditionnels sans respect des normes de construction et dans les zones informelles, espaces vacants à proximité des zones d'emplois. Les *kampung* et bidonvilles ont donc été alimentés par la croissance démographique rapide après l'Indépendance et dans les années soixante-dix, en particulier par l'apport du solde migratoire. Ces espaces étaient nécessaires à l'accueil de la main d'œuvre, indispensable au développement économique et urbain de la ville : cet apport de main d'œuvre et de force de travail est la condition pour la réalisation des grands projets d'aménagement de l'époque et répond aussi à la demande en services de la population urbaine. Sassen évoque l'émergence d'une autre classe sociale dans les métropoles, celles des migrants internationaux illégaux (Sassen, 2009). Sans qu'ils soient étrangers, à Jakarta, on observe la présence de groupes semblables : des migrants indonésiens installés dans la métropole, le plus souvent sans autorisation. La présence et le maintien de cette classe dans la ville globale s'expliquent par la forte demande en main d'œuvre moins chère. Ces migrants sont prêts à faire pression sur leur qualité de vie afin de proposer leur force de travail à un coût moindre, en particulier du fait de leur situation économique et légale précaire.
- 17 La présence de ces quartiers et des populations, bien que considérées comme informels, participe à la ville et à son fonctionnement. Les personnes d'âge actif travaillent pour le bon fonctionnement de la ville. La majorité des habitants de Bintara (un des quartiers étudiés) est *pemulung*¹⁴ (ramasseurs de déchets) palliant les limites des services publics¹⁵. Les quantités collectées quotidiennement montrent leur importance dans la gestion urbaine des déchets. Cette question des déchets et de leurs filières de gestion illustre notamment l'importance de pratiques dites informelles dans le fonctionnement des métropoles, comme dans le cas de Buenos Aires étudié par M.-N. Carré (2013). Ce secteur d'activité ne permet cependant pas aux collecteurs de résider dans des quartiers formels. En effet, il faut un vaste espace dans ou devant le logement pour effectuer le tri et le nettoyage des déchets avant de pouvoir les peser et en tirer une rétribution¹⁶. D'autres situations d'informalité peuvent être relevées : les marchands ambulants d'alimentation autour des quartiers d'emploi ont aussi besoin de vivre à proximité, ne pouvant porter les repas sur de longues distances. Ainsi, en face du centre d'affaire de Senayan (au sud du Triangle d'Or) se maintient un ensemble d'habitats précaires où les habitants se consacrent à la confection de repas pour les « employés d'en face ». En effet, la majeure partie des travailleurs des entreprises internationales ou des ministères du centre d'affaires n'a pas les moyens de prendre un repas quotidien dans les restaurants des grands centres commerciaux, aux prix presque européens (en particulier les personnels de service de ces ensembles commerciaux et de bureaux, pour le gardiennage, le ménage et la vente).
- 18 Ainsi ces différents groupes sociaux sont en lien quotidiennement. Les « acteurs d'en bas » sont partie prenante du fonctionnement de la ville et sont constitutifs du mode de vie urbain. C'est un des aspects de la croissance des inégalités socio-économiques montrant les capacités d'adaptation des urbains à l'évolution des fonctions urbaines. C'est pourquoi on peut parler de coprésence de classes. Leurs nombreuses interactions (sans parler de perméabilité des classes) conditionnent l'acceptation du groupe précaire, de sa visibilité et de la proximité de son habitat, par la classe dominante. C'est en ces termes que l'on peut parler d'une « scène urbaine en tension » où s'exprime une diversité de relations entre les habitants. La société métropolitaine se diversifie, phénomène qui peut s'observer dans l'espace urbain par les différences entre les formes urbaines. Les groupes sociaux, acteurs dans la fabrique de la ville, participent à leur échelle à la production d'espaces urbains correspondant à leurs besoins et intérêts variés qui peuvent se concurrencer. Leurs interactions nombreuses expliquent leur cohabitation. Cependant, en fonction des statuts des urbains et des rapports de pouvoir en place, la gestion de leur coprésence ne prend pas les mêmes formes.

Deux quartiers face à la transformation de l'espace urbain

- 19 La comparaison de deux études de cas de quartiers, à Budidharma – Jakarta Nord – à l'intérieur de la municipalité de Jakarta et à sa frontière, à Bintara – Bekasi (Figure 4), fait apparaître les dynamiques de l'urbanisation ainsi que les modalités de la gestion et de la production de la ville. L'évolution rapide des fonctions et usages de l'espace urbain peut, par l'analyse de ces deux quartiers, être appréhendée. On peut ainsi mettre au jour les implications des jeux d'acteurs et la cristallisation en certains lieux de l'expression de leurs intérêts divergents. Les différentes interrelations qui émergent mettent en lumière les rapports de domination et de pouvoir en place. La concurrence pour l'espace peut dès lors produire l'éviction d'une partie de la population qui ne posséderait pas les critères requis pour faire accepter sa présence ou la capacité de mobilisation collective pour faire entendre sa voix.
- 20 Ces cas d'étude montrent comment les enjeux marchands guident les restructurations du tissu urbain. Ceux-ci se confrontent aux ancrages territoriaux construits par des populations présentes sur les espaces convoités mais très vulnérables. La question de la mobilisation des citoyens repose sur la défense de leurs intérêts – individuels ou collectifs – et leurs différentes capacités de réponse depuis la résistance à la transformation urbaine au déplacement vers d'autres espaces de vie. Une constante semble pourtant persister : la précarité et l'instabilité résidentielle de ces populations.

Enjeux fonciers et conflits d'usages pour des « espaces vacants »

- 21 Au cœur de la compréhension de l'histoire du développement de la ville, la question des bidonvilles est centrale. Les deux quartiers de l'étude regroupent tous les critères de l'informalité (habitat, population et économie¹⁷), localisés dans des interstices dont la propriété n'est pas clairement établie. Au-delà de l'approche économique de l'informalité initiée par Keith Hart (1973), la notion recouvre ici toutes les formes d'urbanités qui apparaissent hors du cadre étatique ou de la législation, en termes d'habitat, de zonage, et de droit de résidence. L'occupation illégale des terrains n'est pas le seul critère assignant ce statut et le concept d'informalité recouvre aussi les rapports sociaux et modes de gouvernements¹⁸ qui se mettent en place pour négocier l'occupation et l'usage de certains lieux.

Figure 2. Espace « vacant » à Bintara



(Source : J. Dietrich, 2012)

Figure 3. Espace "vacant" à Budidharma

(source : LBH, 2010)

22 Lorsque l'on interroge les responsables des plans d'occupation des sols, donc les fonctionnaires des municipalités concernées, ils utilisent l'expression d'« espace vacant » voire « vide » pour désigner les deux terrains présentés en figure 2 et 3. Sur les cartes officielles et commerciales en vente, ils sont représentés par des aplats verts, c'est-à-dire des espaces non bâtis et occupés par un couvert végétal... ces espaces dont Jakarta manque cruellement d'après ces mêmes fonctionnaires. Dans les bureaux est donc « inventé » l'avenir de ces espaces soi-disant vides en fonction des besoins identifiés de la cité et des usages alentours. Les périphéries urbaines, si elles ne sont pas industrielles, ont comme principale vocation d'assurer la fonction résidentielle. C'est d'ailleurs ce que la ville de Bekasi a inscrit dans les principes fondamentaux de son document de planification de l'aménagement. À Jakarta, étant donné la très forte pression foncière, les espaces occupés doivent être utiles et rentables économiquement ou répondre aux besoins d'emploi. Le tableau ci-dessous présente les grandes lignes des situations de chacun des quartiers.

Tableau 1. Présentation comparée des quartiers de Bintara et de Budidharma

	Budidharma	Bintara
Localisation	Municipalité de Jakarta Nord	Municipalité de Bekasi (ville voisine à l'est de Jakarta), quartier à la frontière avec la capitale.
Superficie	4, 23 ha	Environ 5 ha
Situation du sol	Appartient à Pulo Mas ¹⁹ depuis 1972.	Statut foncier encore ambigu et processus d'appropriation par la compagnie en cours.
Durée de la présence de la population qui occupe le terrain	Depuis plus de 25 ans	Plusieurs situations combinées :
Type d'occupation du terrain	Informelle, occupation d'un terrain qui ne leur appartient pas, sans dédommager le propriétaire	<ul style="list-style-type: none"> - Depuis plus de 20 ans : occupation reconnue comme formelle (<i>girik</i>, certificat de vente), maisons permanentes. - Depuis moins de 3 ans : occupation informelle du terrain qui appartiendrait à l'entreprise en échange d'un paiement trimestriel à un intermédiaire au statut officiel ambigu.

		- Depuis juillet 2012, nouvelle vague d'arrivées ; occupation informelle.
Occupants	76 familles	Une quinzaine de familles formelles + 300 familles informelles
Usage officiel d'après le plan d'occupation du sol	Industriel, variation des projets	Résidentiel de très haut standing.
Situation légale de la population	Possèdent la carte d'identité et de résidence de Jakarta	Les familles formelles possèdent le KTP de Bekasi, la majeure partie des nouveaux arrivants informels n'ont que celui de leur village d'origine (la majorité vient de Karawang, le district à l'est de la ville).
Activité de la population	Travail formel, notamment dans les usines voisines et en tant que commerçants.	Travail formel, service à la personne dans les quartiers résidentiels planifiés de plus haut standing (lessive, ménage) <i>Pemulung</i> (ramasseurs, collecteurs de déchets informels)

(source : LBH et UPC, Dietrich données de terrain)

- 23 Les populations²⁰ se sont installées de manière illégale sur ces espaces vacants pour plusieurs raisons. L'opportunité d'une vaste étendue non utilisée à proximité des zones d'activité est rare désormais dans l'aire métropolitaine de Jakarta. Cette installation a pu se faire car l'usage de cet espace n'était pas encore clairement défini tant par la municipalité que par les propriétaires de la zone. Le flou dans ces interstices est le moyen d'émergence de nouvelles formes d'urbanité en lien avec l'informalité.
- 24 En effet, la situation foncière à Bintara reste floue (Figure 4) : la compagnie qui serait propriétaire aurait subi trois faillites successives. Ce terrain qui s'étend entre l'axe ouest est (*jalan kalimalang*, qui part de Jakarta en direction de l'est et des zones industrielles), l'autoroute pour Bandung, jouxtant la frontière avec la municipalité de Jakarta aurait appartenu à la fille de Suharto. Tutut, célèbre femme d'affaire, était connue pour ses collusions avec le monde médiatique et affairiste indonésien. À la chute de son père en 1998, ses propriétés ont changé de main et le statut même (le nom entre autres) de l'entreprise à qui appartiendrait ce terrain reste flou. Son existence concrète ne tient qu'à la présence d'un ancien employé qui vit à proximité, identifié par la population comme l'intermédiaire de l'entreprise donc auprès de qui il faut faire accepter sa présence. Il affirme ainsi que 80 % de l'espace serait formellement déjà acheté par l'entreprise (dont toute la zone occupée par les collecteurs de déchets informels) et qu'il ne resterait que quelques parcelles encore en négociation avec les résidents reconnus et anciens. L'objectif de l'entreprise est de construire, en accord avec le plan d'occupation des sols et la planification de la ville de Bekasi une vaste zone résidentielle de haut standing, c'est-à-dire un complexe fermé de villas. Pour répondre aux logiques de rentabilité, il apparaîtrait, d'après l'intermédiaire rencontré, que même s'il y a moins de maisons construites (plus grandes avec de plus grands jardins), il est plus intéressant de proposer un complexe de luxe, associé à des prestations à prix élevés plutôt qu'un ensemble résidentiel pour classes moyenne et inférieure avec plus de maisons mais vendues moins chères. L'idée de proposer un logement pour les populations déjà présentes sur le terrain (qu'elles soient légales ou informelles, propriétaires ou occupants squatteurs) n'est pas envisagée. En février 2012, l'expansion des

implantations sur ce terrain est manifeste, alors qu'elle est restée relativement concentrée aux marges du quartier formalisé. Et c'est justement quand la croissance cumulative des populations et de leurs actions dépasse un point tolérable que la répression devient attendue (Bayat, 2013).

25 À Budidharma (Figure 5), la situation foncière est plus claire. La propriété du terrain est identifiée depuis 1972 au profit d'une des plus grandes compagnies indonésiennes de promoteurs (Pulo Mas). Ils ont laissé les familles s'installer dans la durée tant que l'utilisation de l'espace n'était pas nécessaire à l'entreprise puisque la majorité des ménages est implantée depuis plus de 25 années. En revanche, c'est l'usage futur du terrain qui est flou. À la première demande de réquisition, l'entreprise a affirmé devoir élargir la rivière, puis le projet s'est transformé pour la création de logements collectifs. La cible commerciale des futurs appartements n'était pas connue mais Pulo Mas est spécialisé dans le résidentiel de très haut standing. À présent, l'usage officiel serait la création d'un entrepôt. Il semblerait que l'utilisation de ce terrain ait varié au gré des sensibilités et des besoins de la ville de Jakarta afin de faire accepter la réquisition du terrain donc l'éviction des populations occupantes. De plus, la réorientation des usages permet d'éviter la présentation de ce terrain comme zone résidentielle, qui participerait à la justification de la présence d'habitations.

L'expulsion comme solution aux conflits d'usage

26 Au nom du statut d'informel des populations (dans le cas de Bintara) ou d'occupation illégale d'un terrain (à Bintara et à Budidharma), l'expulsion de l'espace convoité reste une solution assumée par les gouvernements locaux et entreprises propriétaires. En effet, la situation d'informalité peut toucher aussi directement des individus ou des groupes. En Indonésie, la carte d'identité fait office de carte de résidence, donnant donc le droit légal de vivre à tel ou tel endroit (KTP, *Kartu Tanda Penduduk*). La personne qui s'installe hors de son sous-district doit demander l'autorisation aux autorités locales et procéder à la demande officielle d'une carte temporaire ou d'une nouvelle carte selon son projet. Ainsi, on associe l'informel au migrant n'étant pas en règle²¹. En plus des « razzias »²² auxquelles la personne en situation d'informalité s'expose²³ s'ajoute la fragilité institutionnelle de sa présence dans la ville où toute demande de reconnaissance ou d'amélioration des services urbains (eau, assainissement, etc.) est conditionnée par l'obtention de ce document administratif²⁴. La complexité et la longueur des démarches à réaliser²⁵ poussent les plus précaires à y renoncer rapidement. Puisque ces urbains ne sont pas reconnus comme citoyens du quartier, ni même de la municipalité, toute demande d'acceptation officielle de leur installation est refusée. La citoyenneté officielle et reconnue (via la carte de résidence) permet, au-delà d'une légitimité, d'obtenir des droits. La production de la différenciation entre les urbains par leur statut organise ainsi la relégation d'une partie de la population tant de la vie politique (vote et élections des chefs de voisinage et de quartier) que des systèmes institutionnels d'aides sociales (aide alimentaire, école et soins médicaux gratuits).

27 À ces questions de citoyenneté s'ajoutent celles des espaces concernés. Administrativement, la reconnaissance d'une installation sur un terrain ne peut se faire qu'après avoir fait preuve d'une présence permanente durant vingt ans si l'espace est public (municipal ou national) et constructible (donc pas le long des voies d'eau ou de chemins de fer). Dans les deux cas, les municipalités reconnaissent la propriété d'une entreprise, donc aucun droit ne pourrait être reconnu dans ce cadre. C'est pourquoi l'expulsion du terrain occupé illégalement reste la norme. Cependant, les moyens de négociation et formes de dédommagements diffèrent. La comparaison de ces deux quartiers nous permet de faire apparaître les différences de traitement en fonction de la possession ou non de la carte de résidence ou du type d'installation et de son ancienneté. Alors qu'à Bintara, les collecteurs de déchets n'ont pas de KTP donc ne sont pas membres de la communauté citoyenne de Bekasi (donc ne votent pas), les populations de Budidharma possèdent cette carte d'identité et peuvent revendiquer une présence dans la longue durée sur ce terrain. Cela va impliquer une gestion différente des conflits d'usages et des modes de négociation distincts. En pratique, pour les collecteurs de déchets de Bintara,

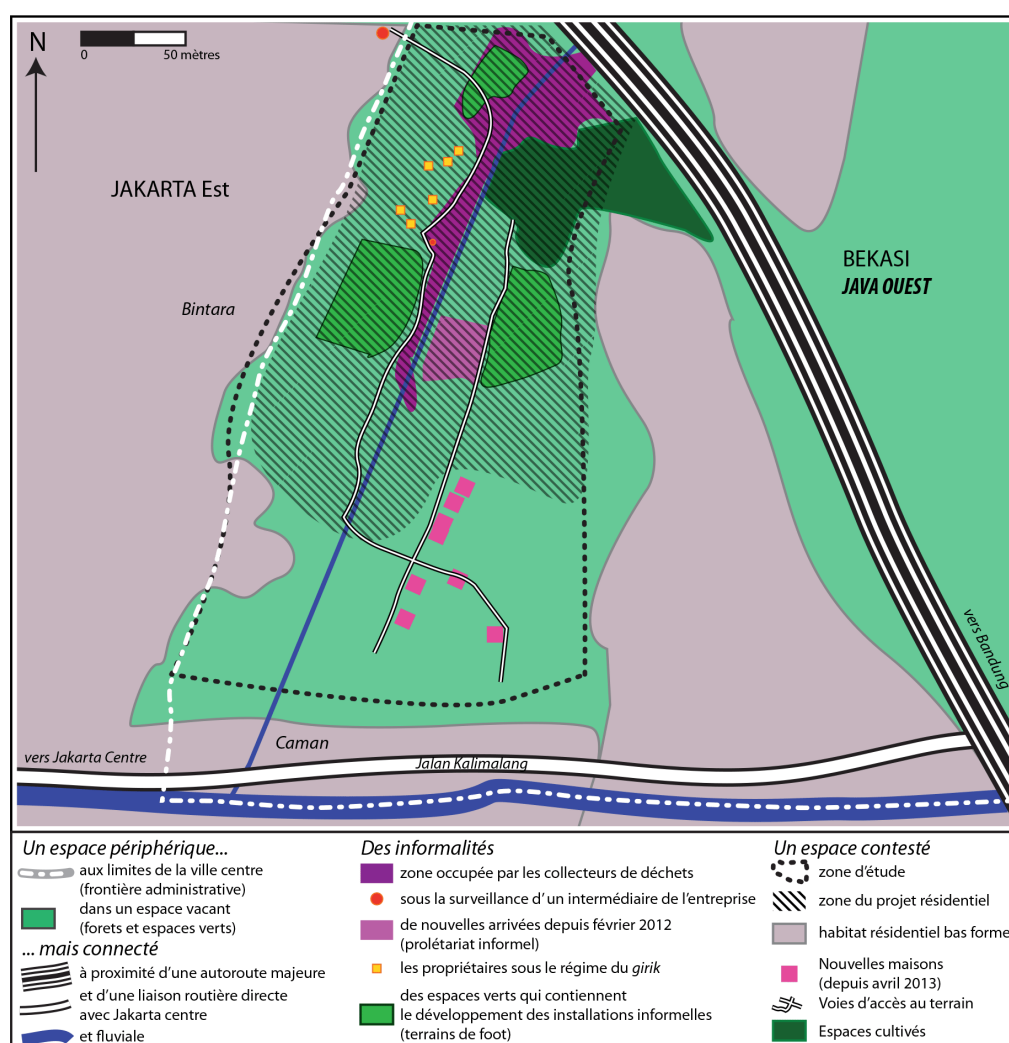
l'expulsion pure et simple sans dédommagement économique est, d'après l'intermédiaire de l'entreprise rencontré sur place, la seule option envisagée.

28 La ville de Jakarta et ses quartiers sont donc confrontés à la diversité de ses usages et à une pression foncière forte qui met en exergue les concurrences quant à l'accès et à l'utilisation de l'espace urbain. Ces lieux qui peuvent être appropriés par ceux qui n'en ont pas un usage légal peuvent alors faire l'objet de conflits voire de revendications. Le choix de l'éviction de populations déjà en situation de précarité (ne possédant pas de capital spatial ni économique suffisant) est justifié par la non reconnaissance de ces populations comme urbaines. Ces dernières seraient le signe d'un archaïsme qui ne correspond plus à l'image moderne et au dynamisme de la ville capitale : leurs pratiques et comportements importés du monde rural, sont identifiés comme non adaptables à l'espace urbain. La relégation de ces personnes déjà dominées économiquement est accentuée par leur fragilisation et la contestation de leur présence même dans la ville. La concurrence dans l'espace urbain exclut certains au profit d'autres au nom d'enjeux économiques et financiers.

L'informalité comme critère de différenciation entre les urbains

29 Il apparaît d'ailleurs une différence de traitement et de considération entre les populations étudiées dans les deux quartiers, ce qui va influencer sur les modalités de négociation voire les capacités de mobilisation ou de contestation.

Figure 4. Des informalités dans un espace contesté : le cas du quartier de Bintara (Bekasi)



(source : terrain Dietrich)

30 À Bintara, s'opère une fracture entre les résidents formels, habitant le quartier depuis longtemps et possédant la carte de résidence et les autres. Les premiers travaillent comme fonctionnaires ou employés dans des entreprises, les femmes se font souvent embaucher dans

les complexes résidentiels de haut standing pour des travaux de service à la personne (ménage, lessive). Les seconds n'ont pas accès à ces emplois et s'insèrent dans les réseaux informels de collecte de déchets. Alors que ces deux groupes sont issus de la migration vers la ville, des rapports inégaux se mettent en place en fonction de leur ancienneté dans le quartier et de leurs revenus. Les populations informelles ne sont d'ailleurs pas reconnues comme membres de la communauté par les chefs de quartier et de voisinage, ils n'ont donc pas le droit aux aides locales (aide alimentaire pour le riz, lettres d'aides pour financer les frais médicaux et scolaires, etc.).

31 En effet, les premiers sont issus des grands déplacements des années quatre-vingt : ils ont été déplacés pour lors du réaménagement de l'ancien aéroport international de Kemayoran à Jakarta-est et dédommagés. Ils ont donc pu acheter une parcelle proche de la frontière municipale, à Bekasi. Les résidents considérés comme informels sont arrivés plus récemment, il y a moins de trois ans, principalement du district voisin de Karawang (migration de proximité vers la ville, entre 1h30 à 3h de trajet en moto). Ils dépendent d'un patron (venant souvent du même village ou du village voisin) qui les a fait venir pour les employer : les premiers installés construisent leur abri, puis l'agrandissent pour y loger les nouveaux arrivants. Ces logements sont « gratuits » dans la mesure où les derniers arrivés travaillent pour le premier afin de ramener les kilos de plastiques, cartons et métaux triés. Pour s'intégrer dans cette organisation, il faut donc accepter un rapport de pouvoir très fort qui limite les choix : le patron local, qui avance l'argent nécessaire à la nourriture hebdomadaire, s'arrange pour que ses employés soient toujours endettés auprès de lui, afin de les maintenir dans la dépendance. Il est en charge d'assurer l'accès au sol pour ses employés, qu'il doit payer à l'autorité (privée et informelle). Ce droit d'occupation non reconnu officiellement est donc l'objet de transactions, de locations auprès d'un propriétaire. Il reste difficile de parler de résistance, mais l'on pourrait plutôt penser à des formes de situations négociées liées à des rapports de pouvoir. Une autre partie des occupants informels est arrivée plus récemment, en juillet 2012, expulsés du quartier de Cipinang (Jakarta-est) pour construire un centre commercial. Ils n'ont pas de carte de résidence et ne sont pas considérés comme appartenant à l'unité de voisinage ; ils doivent donc aussi négocier leur présence avec l'entreprise propriétaire. Un intermédiaire employé par l'entreprise contrôle les installations et fait payer une taxe de 50 000 roupies par trimestre (4 euros) depuis que l'entreprise en faillite ne le paye plus. Il est donc probable que cet argent ne remonte pas jusqu'à l'entreprise (qui n'a plus pignon sur rue). Pourtant, cet intermédiaire présente cela comme un dédommagement contre l'acceptation de leur présence, une forme d'installation négociée, tout en leur assurant qu'ils n'auront droit à aucune indemnité compensatoire le jour où il leur demandera de partir. Ils sont donc installés dans une situation de précarité et un rapport de domination fort²⁶. Depuis mai 2013, des quittances de loyer sont distribuées de manière plus « officielle » (20 000 roupies pour 10 m² par mois)²⁷ dont les conséquences seront analysées plus bas.

32 Le cas de Budidharma en contrepoint montre comment d'autres formes de négociations peuvent se mettre en place. Ces derniers possèdent un avantage certain : la possession de la carte de résidence sur Jakarta. Le gouvernement ne peut les ignorer puisqu'ils sont considérés comme membres de la communauté de Jakarta. De plus, comme ils sont installés sur le terrain de mas depuis très longtemps, leur présence n'est pas reniable. D'ailleurs, s'ils s'étaient installés sur un terrain appartenant à l'État ou à la municipalité, ces derniers n'auraient pas eu le droit de demander leur éviction. C'est parce qu'ils sont sur un espace privé qu'une négociation a pu et dû être envisagée avec les différents acteurs. Dans cet espace restreint a alors émergé une communauté de citoyens du fait de la nécessité de lutter contre leur éviction afin de participer à une négociation entre les « pauvres », les autorités et l'entreprise privée (Bayat, 2013).

33 Différents groupes de populations urbaines sont ainsi soumis à une injonction à la mobilité, voire à un détachement de leurs liens économiques et sociaux favorisant leur vulnérabilisation. Les brouillages des modes d'inscriptions économiques et sociales liés aux imbrications des économies non monétaires, non marchandes, informelles avec les marchés du travail et du logement dans la ville en transformation participent à un amoindrissement du sentiment de

légitimité de ces populations et produisent ainsi un processus de désaffiliation urbaine (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007).

Informalité et négociation : les limites de la contestation

34 Les populations de Jakarta ont connu une longue histoire de l'éviction, au gré des transformations de l'espace urbain. L'insertion de la ville dans les dynamiques du système global participe à la production d'une différenciation à l'intérieur de la société urbaine et des espaces associés (Harvey, 1989). Ainsi, l'affirmation du positionnement de la métropole comme relais et ancrage de la mondialisation de l'Indonésie touche directement les urbains en différenciant les régimes de visibilité de certaines populations dans l'organisation de l'espace, notamment dans les secteurs d'habitats les moins valorisés (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007). Se pose alors la question des réponses possibles des populations concernées depuis les petits arrangements du quotidien (Bayat, 2013) aux tentatives de contestation plus ouverte en fonction de leur légitimité et de leurs intérêts à agir (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007).

Mobilisation collective ou petits arrangements ?

35 Dans les deux situations présentées ici, on observe une appropriation de ces espaces en transition par les populations. Certes, elles sont bien conscientes de la situation précaire dans laquelle elles se trouvent mais elles sont parvenues à s'installer assez durablement, faisant venir quelques services (même de manière informelle) comme l'électricité, des micro-commerces de vente au détail et assurant aux enfants une scolarisation²⁸. Cette installation dans la durée rend désormais impossible tout déguerpissement au bulldozer. De plus, dans le cadre de la démocratisation du pays – essentielle au nom de la modernité, notamment pour des pays cherchant à affirmer leur émergence (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007) – le gouvernement a créé un comité national des droits qui contrôle officiellement le bon déroulement des appropriations de tout espace contesté. Dans le respect des « bonnes pratiques » édictées par les organismes internationaux, le *Kommasham* défend et assure l'interdiction de toute éviction forcée. Le comité n'empêche pas les évictions mais assure l'absence de spoliations, normalement par des compensations voire un relogement (si l'installation des populations est légitime) et par le respect des délais via des courriers et annonces officielles. Sur ces principes et d'après la rencontre effectuée avec un responsable du comité, il n'y a plus d'évictions forcées à Jakarta. En revanche, il faut souligner que l'intervention du comité est soumise à sa sollicitation par les populations concernées. Cela nécessite donc une certaine capacité à publiciser la situation et simplement à avoir connaissance de son existence et conscience des droits à en bénéficier. Cependant, les entretiens effectués auprès des populations informelles de ces quartiers témoignent de leur fort sentiment de précarité. En effet, les personnes rencontrées sont bien conscientes de leur illégalité et ne préfèrent pas se faire connaître auprès de l'administration. L'appel aux autorités n'est possible que par ceux qui estiment avoir une certaine légitimité à faire valoir.

36 Ainsi, les seules personnes qui se montrent en mesure de se mobiliser sont celles qui possèdent une carte d'identité en règle ou une preuve formelle de leur présence sur la longue durée. Parallèlement, la mobilisation semble possible si le groupe concerné parvient à se faire appuyer par des structures d'expériences comme les ONG de défense des droits. À Budidharma, deux organisations soutiennent les habitants dans leur demande de relogement sur place : une organisation d'aide juridique (LBH *Lembaga Bantuan Hukum*) et une spécialiste du traitement des pauvres urbains (UPC – *Urban Poor Consortium*). Ces deux ONG sont très actives face aux évictions et maîtrisent les rouages d'une administration assez opaque. Les associations doivent alors chercher à adopter la meilleure stratégie, entre la radicalisation de l'action des habitants affectés et le souci de s'imposer comme interlocutrices privilégiées des pouvoirs publics et de l'entreprise : elles développent tout un arsenal de moyens destinés à manifester son désir de participation dans le cadre d'une concertation améliorée (recours gracieux auprès de *Kommasham*, manifestations, organisation de journées avec la population pour témoigner de leur bonne volonté)²⁹. Elles cherchent à mettre en œuvre les bonnes pratiques de

l'aménagement urbain afin de légitimer leur action en insistant sur la démarche : socialisation, participation des habitants, réunions publiques, etc. Cette mobilisation est possible du fait du contexte de Budidharma où les habitants, résidents légaux de Jakarta présents depuis plus de 25 ans sur la zone, ressentent une véritable légitimité à négocier leur maintien sur place.

37 Cet engagement dans l'action collective s'explique par la menace portée à leur mode de vie qui restait pourtant en dehors de la légalité. Asef Bayat (2013) qualifie ces pratiques s'écartant de la légalité comme des « *quiet encroachments* », c'est-à-dire des légers détournements et dépassements des normes et des lois afin d'améliorer le quotidien, sans démarche politique mais plutôt une forme d'avancée silencieuse de longue durée des gens ordinaires sur certains espaces publics ou privés. La mobilisation se met en place dans cette situation puisque l'éviction menace directement leur position dans l'espace urbain, leur emploi et leur réseau social.

Les stratégies de maintien dans la précarité

38 En plus de ces variables qui hiérarchisent le poids des différents acteurs dans la négociation s'ajoutent des facteurs liés aux capacités des personnes et institutions à utiliser les particularités d'un contexte foncier spécifique et complexe. Là encore, les inégalités internes à la population urbaine selon leur capital social sont très sensibles et selon leur capacité à connaître, maîtriser et influencer sur les conséquences des lois et décisions officielles. Du fait de lois foncières contradictoires, d'une administration bureaucratique peu accessible et d'un coût élevé des différents certificats, il est difficile d'avoir un marché foncier formel pour appuyer les projets de développement et d'aménagement (Mercy Corps, 2008).

39 À Bintara (Figure 4), les anciens résidents installés dans les années quatre-vingt ont acheté une parcelle agricole pour y construire leur maison sur le système du *girik* (ancien droit de propriété traditionnel usité pendant la colonisation pour les transactions entre autochtones). Déjà à cette période, ce document n'était plus officiellement reconnu mais son usage est toujours toléré. En effet, en 1960, la loi agraire a été promulguée afin de dissoudre le système législatif dual entre les lois coloniales et traditionnelles. Dès lors s'ajoutent de nombreux certificats (de propriété, de construction, d'usage, d'utilisation et de gestion) qui sont reconnus par le département national foncier (BPN). Une seule année (de 1968 à 1969) avait été réservée pour transposer ce certificat traditionnel en acte de propriété de plein droit. Les fonctionnaires de ce département reconnaissent que l'information avait été peu diffusée et peu comprise dans une période où la majorité des Indonésiens était insuffisamment éduquée pour en comprendre les implications. Le *girik* continue donc à se transmettre de vente en vente. La régularisation (ou formalisation) de ce document nécessiterait de retrouver l'historique de la parcelle depuis 1947³⁰.

40 Parallèlement, les populations informelles ne sont pas un enjeu pour le gouvernement local. Puisqu'elles occupent illégalement un terrain qui ne leur appartient pas, elles seront expulsées. La justification de leur expulsion porte notamment sur leur inaptitude au mode de vie urbain : du fait de leur marginalisation systématique de toute structure officielle, ces populations sont contraintes de recourir à des stratégies informelles, notamment pour l'accès au sol, à l'emploi, au crédit ou à d'autres services spécifiques indissociables de la vie moderne. Ainsi, elles sont rapidement et facilement accusées d'être inadaptées à la vie urbaine moderne. En effet, la modernité est coûteuse et requiert la capacité de se conformer à un ensemble d'éléments que les plus vulnérables ne peuvent assumer. Ce sont donc les conditions de la société urbaines qui les poussent à chercher un mode de vie hors de la modernité, individualisé, se pliant à des rapports de pouvoir forts notamment pour leurs activités d'emploi (Bayat 2013).

41 L'important pour l'entreprise est donc de négocier la cession des quelques parcelles des résidents officiels qui possèdent le *girik*. Mais comme ce modèle de propriété n'est officiellement plus aux normes, les opérateurs privés et le gouvernement gardent l'avantage. Étant donné que ceux qui ont acheté un terrain dans les années quatre-vingt n'ont pas fait changer officiellement l'usage du sol (passé d'agricole à résidentiel), ils payent une taxe foncière beaucoup moins chère que le taux prévu pour le résidentiel en cadre urbain... les propriétaires en sont bien conscients et se réjouissent de cet avantage. Maintenant qu'ils doivent négocier leur départ de ce terrain avec l'entreprise, celle-ci propose un prix en

accord avec le gouvernement aligné sur le marché des terrains non bâtis (environ moitié moins au mètre carré que le minimum pour le résidentiel). Les résidents protestent, sachant qu'ils ne pourront pas racheter une maison dans les alentours au même prix. Certains des « propriétaires » perçoivent bien la menace sur leurs bénéfices dont ils profitent depuis longtemps. Menés au départ par la force de la nécessité, ils ont concrétisé leur présence « calmement, individuellement et graduellement » (Bayat, 2013) et veulent désormais défendre leurs acquis, mais ces revendications ont peu d'écho sur la place publique. Parallèlement, la tolérance gouvernementale qui a laissé courir une taxe plus basse et un statut de la propriété en dehors des normes devient alors un moyen de fragiliser ces résidents. Cette négociation entre l'entreprise et la dizaine de propriétaires maintient le *statu quo* : c'est cette incertitude qui permet d'empêcher le déguerpissement des populations informelles. Pourtant, on ne constate aucune coopération entre les deux communautés. L'informalité est ainsi intégrée dans les pratiques comme un levier de l'aménagement, un moyen de négocier.

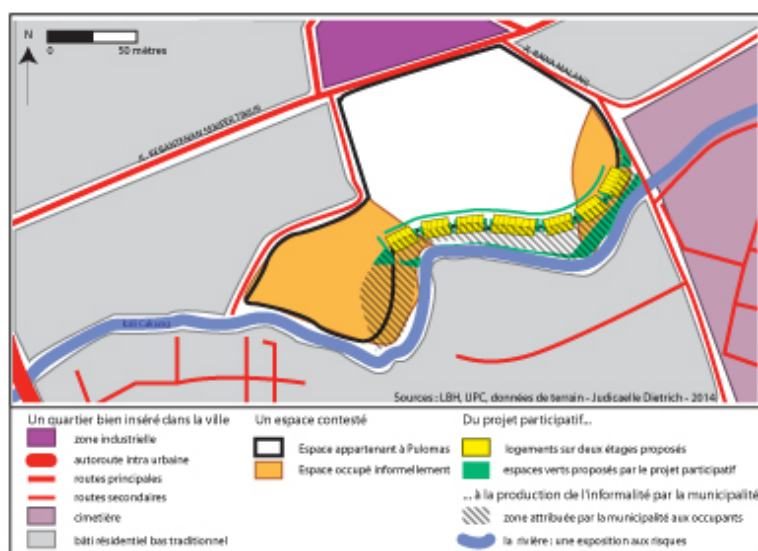
42 À cela s'ajoute une stratégie d'individualisation du processus afin d'éviter toute mobilisation collective. À Bintara, l'entreprise a pris des rendez-vous individuels avec les différents propriétaires afin de ne pas avoir à négocier avec un groupe. Cela permet notamment de pouvoir négocier les sommes de dédommagement en évitant toute concertation entre les habitants. Ainsi, un des résidents signalait lors d'un entretien la « faiblesse » d'une de ses voisines prête à céder sa maison pour un prix bien inférieur à celui qu'il estime juste. En effet, celle-ci souhaite aller vivre chez son fils, et l'argent de la compensation lui permettrait d'avoir un petit pécule sachant qu'elle n'a pas besoin de racheter un logement dans le voisinage. Quant aux occupants informels du terrain, l'entreprise a mis en place un système de quittances depuis mai 2013. Leur usage dépend aussi de l'achat d'un timbre officiel (que tous n'ont pas eu les moyens de payer). Cette officialisation de la présence informelle via les quittances est ambiguë. Cela pourrait permettre aux habitants de revendiquer une occupation ancienne du terrain ou tout du moins de la prouver à partir de cette date. Mais c'est aussi possiblement une stratégie d'individualisation progressive de la gestion de cet espace par l'entreprise afin de limiter l'émergence d'une lutte organisée et coordonnée contre son projet. On observe ici différents moyens mis en œuvre par l'entreprise afin de limiter toute contestation collective. De même, à Budidharma, on peut relever l'incompréhension des agents des ONG face aux stratégies individuelles des résidents qui parfois divergent de leurs objectifs : un membre de l'ONG m'a témoigné son agacement lorsqu'il a découvert que l'un des habitants du quartier avait revendu son logement pour s'installer à quelques centaines de mètres. Asef Bayat (2013) démontre bien pourquoi ces personnes ont plus facilement tendance à opter pour des démarches individuelles plutôt qu'à une demande collective : à la différence de groupes sociaux plus structurés (syndicats professionnels, étudiants, etc.), ces personnes sont intégrées dans des groupes fluctuants auxquels elles ne se sentent pas toujours appartenir. Elles ont aussi plus l'habitude d'opérer en dehors des mécanismes institutionnels par lesquels elles pourraient exprimer leurs doléances et renforcer leurs requêtes. De plus, elles manquent de pouvoir organisationnel de perturbation. Ainsi, plutôt que de protester ou de publiciser leur mécontentement, ces groupes font en sorte de répondre à leurs besoins directement par eux-mêmes, individuellement et discrètement : ce n'est pas une politique de contestation mais une réparation – une lutte pour un bénéfice immédiat à travers une action individuelle et directe (Bayat, 2013).

43 Ainsi apparaît une véritable segmentation des intérêts à agir bien plus complexe qu'une simple dualisation de la société dans le contexte capitaliste. Les structures sociales en place et les règlementations font intégrer à la partie de la population la plus vulnérable leur marginalisation en délégitimant leur demande de droits. Ces formes d'injustices urbaines produisent en effet des lésions identitaires fragmentant la population qui peut se mobiliser et qui va les subir (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007).

44 À Budidharma (Figure 5), le principe d'une co-présence entre les occupants et l'entrepôt a été accepté par l'entreprise sous pression du gouvernement local, du fait de la mobilisation des habitants appuyés par les ONG. Cependant Pulo Mas a posé la condition de ne pas perdre une surface trop importante du terrain. Les ONG, suite à la réalisation de différents

scénarii élaborés avec la participation des habitants, ont proposé au gouvernement local quatre solutions de relogement. Le gouvernement a opté pour la reconstruction des logements rasés par le projet aux limites du périmètre, dont une partie sur les bords de la rivière (en repoussant de quelques mètres les constructions du projet proposé).

Figure 5. Budidharma: les limites de la négociation



(source : LBH, UPC, Terrain Dietrich)

- 45 Le gouvernement propose ainsi une solution précaire puisque la zone qu'il attribue aux populations est, à terme, prévue d'après les documents de planification pour devenir une route. De plus, la loi impose un retrait de neuf mètres du bâti par rapport à la rivière pour éviter les inondations. C'est donc le gouvernement qui va à l'encontre des règles d'urbanisme qu'il prescrit officiellement, dans le but d'installer les populations dans une zone inconstructible. Les résidents, bien que citoyens de Jakarta, se voient donc interdire la pérennisation de leur présence et leur maintien dans l'informalité voire l'illégalité... sans compter leur exposition organisée à un risque récurrent.

L'impossible contestation

- 46 Les citoyens participent activement à la production de la ville. Ce texte démontre qu'ils sont compétents, c'est-à-dire qu'ils sont véritablement capables de prendre part aux transformations urbaines voire de refuser certains changements qui risqueraient de modifier trop fortement leurs conditions de vie. Les restructurations urbaines, leurs discours et pratiques participent à la reformulation du vieux paradigme de la modernisation dont les conséquences touchent directement les citoyens. Ces derniers subissent une segmentation accrue limitant toute conscience de classe qui légitimerait des actions collectives. Ainsi, la principale réponse pour vivre ou survivre dans un contexte sous pression est l'apprentissage des petits agencements et le développement de « compétences précaires » (Bouillon, 2007, p 189).
- 47 Ces comportements semblent témoigner d'un essor de l'individualisme (Choplin, 2014) qui participerait à la dépolitisation des populations urbaines. Plus que la montée de l'individualisme directement liée à la question de la propriété foncière, ce serait plutôt une stratégie d'individualisation des situations sociales mise en œuvre par les acteurs urbains dominants sapant toute prise de conscience de groupe. Ces pratiques s'appuient de plus sur les structures politiques locales pyramidales d'apparence démocratique. En effet, les espaces sont divisés en quartiers et en voisinages dont les représentants sont élus par les habitants. Leur mission officielle est de défendre les intérêts des habitants de leur circonscription et de leurs transmettre les aides auxquels ils peuvent prétendre (aide alimentaire, aide ponctuelle pour les frais scolaires ou les soins médicaux...). Cependant, les populations identifiées comme informelles ne peuvent légitimement pas accéder à ces représentants administratifs et se trouvent dans la difficulté d'identifier une personne responsable auprès de qui se plaindre. Il leur est souvent encore plus compliqué d'accéder aux acteurs privés : à Bintara, aucun occupant

du terrain n'a été en mesure de me donner le nom de l'entreprise qui cherche à aménager la zone.

- 48 Ces impossibles contestations sont liées au contexte urbain qu'Erik Swyngedouw qualifie de « postpolitique » et « postdémocratique » : il identifie que les espaces urbains sont touchés par des nouveaux modes de gouvernance peu transparents et aux rouages complexes (comme le montre la situation foncière de Jakarta), « dans lesquels les responsabilités sont diluées » (Choplin, 2014). La diversification et la multiplication des acteurs opérant dans la ville, à des échelles variées, produisent un « régime de gouvernance » favorisant les impératifs d'une économie de marché néolibéralisée et mondialisée (Swyngedouw, 2010). Les populations urbaines, surtout les plus fragilisées, sont dès lors soumises à une « gestion technocratique et techniciste » dont les pratiques diffèrent des codes démocratiques. La recherche du consensus entre les groupes stratégiques devient l'horizon d'attente. Les fonctionnements de ces réseaux entre le privé, la société civile et les acteurs étatiques inhibent toute forme de contestation (Choplin, 2014) issue des populations urbaines qui ne possèdent pas les mêmes ressources idéologiques, économiques et culturelles. Cette recherche du consensus entre les groupes stratégiques pousse à orienter les revendications sur des problèmes particuliers, individualisés (tels que le niveau de dédommagement), ôtant toute résistance possible à la mise en œuvre d'un projet urbain excluant.

Conclusion

- 49 Finalement, on observe que la négociation est une constante, voire même est la condition pour comprendre la coprésence de groupes sociaux distincts, au statut légal différent et répondant à la diversité des fonctions d'une métropole contemporaine compétitive. Pourtant, si négociation il y a, ce n'est que par l'acceptation de rapports de pouvoir et de domination entre ces groupes. La vulnérabilité des plus défavorisés n'est pas véritablement réduite ; la pérennité de leur présence se comprend du fait de leur participation à la ville ; leurs activités s'avèrent nécessaire au bon fonctionnement de la métropole. La contestation dans le cadre de conflits d'usages n'est pas favorisée par les différents acteurs, celle-ci risquerait de s'appliquer encore plus aux dépens des dominés. De plus, les débordements silencieux au-delà des cadres légaux sont souvent profitables aussi aux gouvernements, car ils participent aux mécanismes par lesquels les groupes fragilisés répondent eux-mêmes à leurs besoins, en particulier en temps de crises (comme durant la crise économique asiatique de 1998 évoquée par Jetin en 2011).
- 50 Pour qu'une forme de contestation se mette en place, il apparaît que celle-ci doit être prise en charge par des personnes ou institutions que l'on peut qualifier de dominantes, membres de la classe globale des élites salariées (identifiée par Saskia Sassen) dont la proximité (sociale, culturelle voire économique) avec les autres groupes stratégiques est reconnue dans les nouvelles formes de gouvernance urbaine : pour contester des décisions, notamment les évictions, seuls les agents des ONG apparaissent en mesure de porter cette voix. Sont alors reproduits des rapports de domination, avec des pratiques *top down* et la captation du pouvoir de contestation par un groupe dominant.
- 51 Jakarta connaît donc comme la plupart des métropoles du monde des restructurations urbaines guidées par des options marchandes qui se confrontent aux ancrages territoriaux de populations vulnérables. Les conflits issus de ces situations de tension peuvent être apaisés par une gestion urbaine démocratique de surface, un élément essentiel pour une ville qui fait appel au paradigme de la modernisation pour justifier ses grands projets. C'est pourquoi se mettent en place nombre de réponses à l'échelle individuelle, non institutionnelles.
- 52 La proposition de ce papier est ainsi de participer aux études qui témoignent du processus d'intégration/exclusion sociale et d'informalisation issu des restructurations urbaines que l'on observe à l'échelle globale. Dans ce contexte sous pression, les urbains qui éprouvent des difficultés à vivre, travailler et agir dans le cadre officiel du marché (économie modernisante, contrats, bureaucratie, etc.), mettent en place des arrangements sociaux et économiques, des alternatives informelles, individuelles ou ancrées dans leurs réseaux afin d'améliorer leur quotidien (Bayat, 2013). Par ces pratiques, les populations ne défient pas directement les effets de la globalisation dans les villes. En revanche, elles sont en permanence incluses dans des

négociations constantes avec la globalisation pour maintenir un niveau d'autonomie dans tout espace moins affecté. Ces arrangements du quotidien et ces négociations peuvent faire émerger quelques changements dans les structures urbaines et les politiques publiques comme on l'observe à Budidharma, mais ils ne peuvent provoquer de larges transformations politiques, et ces populations, dans leur vaste majorité, ne cherchent absolument pas à initier de vastes contestations.

Bibliographie

- Abeyasekere S., 1987, *Jakarta: A History*. Oxford University Press, Singapour.
- Azais C., Steck J.-F., 2010, Editorial, « Les territoires de l'informel », *Espaces et sociétés* No 143, pp. 7-12.
- Bakker K., 2003, « Gouvernance urbaine et service de l'eau : la participation du secteur privé à Jakarta (Indonésie) » in Schneier-Madanes G. et De Gouvello B. (dir.), *Eaux et réseaux, les défis de la mondialisation*, Paris, IHEAL CREDAL, La documentation Française, pp. 165-198.
- Bayat A., 2013, « The Quiet Encroachment of the Ordinary », *Chronic*.
- Béal V., 2010, « Does neoliberalism matter? Apports et limites d'une notion montante des urban studies dans la science politique française », *Working paper du Programme Villes et territoires*, Sciences Po, Paris.
- Berry-Chikhaoui I., Deboulet A., Roulleau-Berger L. (dir.), 2007, *Villes internationales. Entre tensions et réactions des habitants*, La Découverte, coll. « recherches ».
- Bidan Pusat Statistic, 2011, *Jakarta in figures*, Bureau des statistiques de la Province de Jakarta DKI, 544 p.
- Bierschenk T. et Olivier de Sardan J.-P., 1994 « ECRIS : Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques... », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 7 | 1994, URL : <http://apad.revues.org/2173>
- Blot J., Spire A., 2014, « Déguerpissements et conflits autour des légitimités citoyennes dans les villes du Sud », *L'Espace Politique*, No 22, mars 2014.
- Blot J., 2014, *Le déguerpissement à Phnom Penh, déplacements forcés et relocalisation contraintes de citadins pauvres*, Thèse de doctorat en géographie, Université Paris Sorbonne.
- Bouillon F., 2007 « Les compétences précaires en question. Réflexions à partir des squats marseillais », in Berry-Chikhaoui I., Deboulet A., Roulleau-Berger L., (dir.), *Villes internationales. Entre tensions et réactions des habitants*, La Découverte, coll. « recherches », pp. 189-206.
- Brenner N., Theodore N., 2002, « Cities and the Geographies of "Actually Existing Neoliberalism" », *Antipode*, No 34, pp. 349-379.
- Carré M.-N., 2013, *Gouverner la métropole par les déchets : Service urbain, action publique territoriale et écologie urbaine à Buenos Aires*, thèse de doctorat en géographie, Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle.
- Choplin A., 2014 « Les "Sans fiche sans photo" : Déplacements forcés et (non) mobilisation citoyenne à Nouakchott (Mauritanie) », *L'Espace politique*, No 22, Mars 2014.
- Crenshaw K.-W., 1991, « Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color », *Stanford Law Review*, vol. 43, No 6., pp. 1241-1299.
- Deboulet A., Fawaz M., 2004, « Entre reconstruction et dé-construction, la négociation locale des projets à Beyrouth », *Urbanisme*, No 336, pp. 34-36.
- Di Méo G., 2000, « Que voulons-nous dire quand nous parlons d'espace ? », in J. Lévy, M. Lussault (dir.), *Logiques de l'espace*, Paris, Belin, Mappemonde, pp. 37-48.
- Dupont V., « Slum demolition in Delhi since the 1990s: An appraisal », *Economic and Political Weekly*, Mumbai, vol. 43, 2008, No 28 (12 juillet), pp. 79-87.
- Dupont V., La place des slums, Revue *Urbanisme* [Dossier : Villes Indiennes], No 355, juillet-août 2007, pp. 51-56.
- Fauveaud G., 2013, *Produire la ville en Asie du Sud-Est. Les stratégies socio-spatiales des acteurs immobiliers à Phnom Penh, Cambodge*, thèse de doctorat en géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

- Fleury A., Houssay-Holzschuch M., 2012, « Pour une géographie sociale des pays émergents », *Echogeo*, No 21.
- Florin B., 2010, « Réforme de la gestion des déchets et reconfigurations des territoires professionnels des chiffonniers du Caire », *Géocarrefour*, vol. 85, No 2, pp. 109-118.
- Gervais-Lambony P., Dufaux F., 2009, « Justice... spatiale ! », *Annales de géographie*, vol. 1, No 665-666, pp. 3-15.
- Goldblum C., Franck M., 2007 « Réorganisations en Asie du Sud-Est. Position de recherche : Les villes aux marges de la métropolisation en Asie du Sud-Est », *L'Espace géographique*, vol. 36, No 3, pp. 229-236.
- Hart, K., 1973, « Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana », *Journal of Modern African Studies*, vol. 11, No 1, pp. 61-89.
- Harvey D., 2011, *Le capitalisme contre le droit à la ville, Néolibéralisme, urbanisation, résistance*, 2011, Edition Amsterdam, 96 p.
- Harvey D., 1982, *The limits of Capital*, Blackwell Oxford.
- Jakarta DKI, 2010, *Rencana Tata Ruang Wilayah (RTRW) Jakarta 2030 (planification spatiale provinciale)*, Gouvernement provincial de Jakarta, 180 p.
- Jetin, B., 2011, « Ralentissement de la croissance, accroissement des inégalités et pauvreté en Thaïlande », Communication au 4^{ème} Congrès du réseau Asie Pacifique, 14-16 septembre 2011.
- Lautier B., 1994, *L'économie informelle dans le tiers monde*, Paris, coll. Repères, éd. La Découverte.
- Lefebvre H., 2000, *La Production de l'espace*, Paris, Economica, 2000, 512 p.
- Marcuse P., Van Kempen R., 2000, *Globalizing Cities (a new spatial Order?)*, Blackwell Oxford, 336 p.
- Mercy Corps, 2008, « Summary of Land tenure research findings in Jakarta ». *Urban Bulletin* No 2, 27 p.
- Monnet J., 2010, « Dissociation et imbrication du formel et de l'informel : une matrice coloniale américaine ». *Espaces et sociétés*, vol. 3, No 143, pp. 13-29.
- Municipalité de Bekasi, 2011, *Etude stratégique de gestion de la population migrante vers la ville de Bekasi (Rapport final)*, 107 p.
- Nas P.J.M., Malo M., 2000, « View from the top: Accounts of the Mayors and Governors of Jakarta », in *Jakarta-Batavia: socio-cultural essays*, Leiden KITLV Press, pp. 229-244.
- Osmont A., Goldblum C., Langumier J.-F., Le Bris E., De Miras C., Musil C. (rédacteurs), 2008, *La gouvernance urbaine dans tous ses états. Analyses et propositions du groupe de réflexion sur la gouvernance urbaine*, Paris : Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, 67 p.
- Osmont A., 1995, *La Banque mondiale et les villes. Du développement à l'ajustement*, Paris, Karthala.
- Renaud Y., « De la contestation à la concertation », *Annales de la recherche urbaine*, No 89, 2005, pp 62-29.
- Rojot J., 1994, *La négociation*, Editions Vuibert.
- Roy A., 2011, « Slumdog cities: rethinking subaltern urbanism », *International Journal Of Urban And Regional Research*, vol. 2, No 35, pp 223-238.
- Roy A., Ong, A., 2011, *Worlding Cities: Asian Experiments and the Art of Being Global*, Wiley-Blackwell.
- RUJAK, Center of urban studies, 2011, *Jakarta Kata Fakta*, Rujak, Jakarta, 416 p.
- Sassen S., 2009, *Critique de l'État*, tr. Fortunato Israël, Demopolis, 474 p.
- Sélimanovski C., 2009, « Effets de lieu et processus de disqualification sociale, Le cas de Strasbourg et du Bas-Rhin », *Espace populations sociétés*, vol1, p. 119-133.
- Silver C., 2008, *Planning the megacity, Jakarta in the XXth century*, Routledge, Oxford, 355 p.
- Sklair L., 2006, « Iconic architecture and capitalist globalization », *City*, Vol 10, No 1, pp 21-46.
- Souami T., Verdeil E., 2006, *Concevoir et gérer les villes - Milieux d'urbanistes du sud de la Méditerranée*, Economica, Anthropos, collection « Villes », 230 p.
- Swyngedouw E., 2011, « The Antinomies Of The Post-Political And Post-Democratic City », communication in the Museum of Modern Art, Varsovie, 15 octobre 2011.
- Tadié J., 2006, *Les territoires de la violence à Jakarta*, Belin, collection Mappemonde, Paris, 303 p.

- Taliercio P., 2009, « Un déguerpissement exemplaire à Ouaga (Burkina Faso) », *Agone*, No 38-39, pp 89-107.
- Texier, P., 2009, *Vulnérabilité et réduction des risques liés à l'eau dans les quartiers informels de Jakarta, réponses sociales, institutionnelles et non institutionnelles*, Thèse de doctorat en Géographie, Université Paris Diderot (Paris VII).
- Tickell, A., Peck, J., 2002, « Neoliberalizing Space », *Antipode*, No 34, pp 349-379.
- Verdeil E. (coord.), 2005, « Expertises nomades », *Géocarrefour*, No 3, 96 p.
- Verna G. Usunier J.-C., 1994, *La grande triche (Éthique, corruption et affaires internationales)*, Paris, Éditions La Découverte.
- Wacquant L., 1999, *Les prisons de la misère*, Paris, Éditions Raisons d'Agir.

Notes

- 1 Manille 10 millions d'habitants, Bangkok 7,5 millions, Singapour 4 millions, d'après les Nations Unies. En Indonésie, Jakarta connaît aussi le phénomène de primatie urbaine malgré d'autres villes multimillionnaires. En effet on compte seulement 3,5 millions d'habitants à Bandung et 2,5 à Surabaya. Ces données ne comprennent que la population permanente et sont donc inférieures au nombre réel de la population vivant dans la ville.
- 2 Données de l'agence nationale des statistiques : en 2011, il y aurait à Jakarta 363 420 personnes pauvres, c'est-à-dire vivant sous le seuil de 355 480 roupies par mois (soit moins de 30 €), représentant 3,75 % de la population de Jakarta. À l'échelle de l'Indonésie, les zones urbaines sont nettement moins touchées : 9,23 % de la population urbaine serait pauvre contre 15,72 % dans le monde rural.
- 3 Le travail de terrain porte aussi sur plusieurs types d'espaces urbains considérés comme pauvres par les acteurs précédemment cités tels que les logements sociaux, des quartiers résidentiels traditionnels dégradés (*kampung*) au degré de formalité variable et certains bidonvilles à Jakarta et à Bekasi, la ville voisine membre de l'espace métropolitain institutionnalisé Jabodetabekpunjur (acronyme des villes de Jakarta, Bogor, Depok, Tangerang, Bekasi, rejointes depuis deux ans par celles de Puncak et Cianjur).
- 4 Inverses est un programme de recherche étudiant les logiques informelles de gouvernement dans l'administration et la gestion quotidienne des villes. L'attention porte en particulier sur les réseaux de pouvoir dans les espaces urbains. (www.inverses.org)
- 5 Ce groupe stratégique est ainsi défini puisqu'il agrège un ensemble d'individus qui défendent des intérêts communs par le biais de leurs actions sociales et politiques (Bierschenk, Olivier de Sardan, 1994). Les acteurs qui mobilisent les politiques urbaines vont bien au-delà des bureaucrates et élites municipales. Il faut y inclure les agents privés, les professionnels de l'urbanisme (techniciens, consultants, activistes, ...) et les politiques ; ce sont un ensemble de cadres légaux et de forces économiques qui participent à l'urbanisme néolibéral (Brenner et Theodore, 2002).
- 6 Après une période de croissance très rapide, le solde est désormais négatif dans Jakarta centre. Ce sont les communes alentours de l'agglomération qui accueillent les principaux flux migratoire et le solde naturel, en particulier la ville de Bekasi (presque 5 %/an depuis 2008 d'après le bureau local des statistiques).
- 7 Le cas de Jakarta témoigne ici de la réception de modèles de politiques urbaines (McCann et Ward, 2011) : l'aménagement de ces espaces repose sur quelques éléments récurrents et la réalisation d'opérations types (*malls*, fronts d'eau, ...). Cette mise aux normes de la ville montre l'importance que les acteurs urbains donnent aux classements de villes. Et à Roy de souligner l'illusion que seules les politiques urbaines permettraient aux métropoles de tenir la comparaison avec les villes de New York, Londres et Hongkong. Dans le cas de l'Asie du Sud-est, c'est bien le modèle de Singapour qui s'impose (Verdeil, 2005 ; Roy, 2011).
- 8 La néolibéralisation est entendue ici comme un processus de généralisation des mécanismes marchands y compris dans la gestion urbaine sans désengagement de l'État (Béal, 2010).
- 9 Cela correspond à la nécessité de fixité des flux de capitaux dans des lieux spécifiques pour permettre leur accumulation (Harvey, 1982).
- 10 Le rôle des experts urbanistes et de leur circulation est central : chercheurs, urbanistes et aménageurs, étrangers et indonésiens qui ont eu une formation à l'étranger (souvent en Australie) participent fortement à la récupération et la diffusion de ces modèles urbains (Souami, Verdeil, 2006).
- 11 Cela répond à une demande de cette nouvelle classe urbaine pour des espaces « lisibles » et visibles participant explicitement à cette nouvelle économie. Cela favoriserait, d'après Sklair, la circulation des images qui influencent les « climats de l'opinion, l'investissement et les mentalités » de ces élites globales.

- 12 Le taux de croissance a été de 25 % par an entre 1948 et 1952 et d'une moyenne de 7 % entre 1952 et 1965 alors que le gouvernement n'avait anticipé une croissance que de 4 % par an.
- 13 On ne peut nier que la colonisation est une des phases du capitalisme mondialisé. La démarche active et choisie par le gouvernement indonésien de participation à ce système date cependant de la prise de pouvoir du général Suharto au milieu des années soixante.
- 14 Les collecteurs de déchets répondent à un besoin de gestion des déchets de la métropole. En effet, le service public TPS ne prend en charge que 2 % des déchets produits dans la ville. Certes, depuis quelques années, un service formalisé apparaît, dépendant de la municipalité, qui nettoie certains espaces publics (centraux principalement ou autour des nouveaux centres économiques et commerciaux comme les *malls*). Les habitations individuelles doivent prendre leur part en brûlant chaque semaine les déchets du ménage. Ces actions ne suffisent pas à assurer la gestion des déchets de la métropole.
- 15 Tout comme au Caire (Florin, 2010), on observe une sorte de formalisation d'une partie de la filière de gestion des déchets. Cependant, à Jakarta, seule une infime partie de la collecte est assurée par un service public, et ce sont les *pemulung* informels qui assurent le plus gros du ramassage dans les espaces publics, puis du tri voire du nettoyage de leur collecte.
- 16 Au cours des entretiens réalisés avec des ramasseurs de déchets, plusieurs personnes m'ont signalé leur impossibilité de vivre dans un quartier « formel » : les quartiers résidentiels à bas revenus ne disposent pas d'assez d'espace pour qu'ils puissent exercer le tri et le nettoyage des déchets (notamment des verres en plastique à usage unique d'eau ou de boissons sucrées). Mais surtout, c'est une activité très méprisée. La pression des voisins s'est parfois avérée trop forte et des familles ont ainsi « choisi » de retourner vivre dans une zone informelle. Cela touche certains *pemulung* « indépendants ». La concentration de ramasseurs de déchets dans des quartiers informels s'explique aussi (dans le cas de Bintara entre autres) par leur insertion dans des réseaux sous l'autorité d'un « boss » qui rassemble ses employés autour de lui.
- 17 L'emploi des habitants ne peut que dépendre du secteur informel du fait de leur statut, et le quotidien nécessite l'insertion dans des réseaux informels pour répondre aux besoins.
- 18 Le terme d'informalité peut avoir un usage bien plus vaste que l'aspect légal d'un secteur ou d'une habitation. Cette notion sera d'ailleurs exploitée ensuite pour évoquer en termes politiques les autres formes de gouvernementalité qui s'élaborent dans ces quartiers, en lien avec les rapports de pouvoir en place face aux logiques officielles de l'aménagement urbain.
- 19 À l'origine, cette entreprise est une *sous holding* du gouvernement de Jakarta DKI en charge du développement immobilier créée dans les années 1960. C'est désormais une société privée qui s'est spécialisée dans l'aménagement de zones résidentielles de haut standing.
- 20 Les habitants installés ne peuvent pas être considérés comme un groupe social homogène. Sont concernés ici une variété de situations depuis des personnes marginales pauvres aux nouvelles classes moyennes du sous-prolétariat (Bayat, 2013). Beaucoup sont des migrants urbains mais dont l'arrivée peut aussi bien dater d'il y a plus de 30 ans que d'il y a six mois. Les formes d'empiètement sont très variables selon les situations.
- 21 Ces démarches administratives sont normalement gratuites mais les entretiens auprès des individus résidant dans des quartiers pauvres montrent qu'un paiement est systématique pour que la procédure puisse être enclenchée.
- 22 Ce terme est utilisé en indonésien par les fonctionnaires municipaux du département de la population. Cette pratique consiste à attraper dans la rue des personnes qui ne seraient pas conformes avec la loi (ou plutôt la norme) du fait de leur statut de personne « informelle ».
- 23 La situation peut être identifiée comme une forme de déviance. Pour les « rééduquer » dans des centres sociaux, les razzias visent les mendiants, chanteurs de rue, vendeurs informels, travailleurs et travailleuses du sexe, handicapés mentaux et les individus considérés comme déviants sexuels (plus précisément les *waria*, femmes-hommes) « non encadrés par leur communauté d'origine », d'après le responsable du centre social de Jakarta. La confusion des formes de marginalité accentue ainsi la précarité de certains individus et l'on ajoute à la domination capitaliste celle des normes socio-religieuses du système patriarcal très ancré.
- 24 Le concept d'intersectionnalité est dans ce cadre très utile à la compréhension de la complexité des positions des individus et des groupes au sein de la société (Crenshaw, 1991). Au rapport de domination lié au système capitaliste qui s'impose aux pauvres s'imbriquent d'autres facteurs, notamment la place des femmes, plus soumises à la marginalisation dans une société traditionnelle. Il faut intégrer aussi la question de la religion dominante (islam) face aux autres religions reconnues mais minoritaires. En effet, des aides spécifiques sont soumises à la religion de l'individu, comme celles pour le financement des frais scolaires à partir du lycée.
- 25 L'obtention de chaque document requiert un certain temps (délais d'émission de 14 jours pour la lettre de départ du village d'origine), réclame donc des allers-retours et maintient assez durablement les demandeurs dans une situation transitoire.

26 Ces populations fragilisées sont d'ailleurs l'objet d'attentions d'évangélistes qui montrent leur générosité afin de pouvoir en convertir quelques-uns.

27 Un récépissé est laissé aux résidents, ce qui leur permettra peut-être de faire reconnaître l'ancienneté de leur présence sur ce terrain.

28 À Bintara, en plus des écoles officielles assez difficiles d'accès (du fait de l'absence de KTP), une école associative a été créée pour les enfants des collecteurs de déchets (*Sekolah kami* – « notre école ») par une médecin. Elle ne suit pas le programme national mais cherche à apporter aux enfants quelques compétences fondamentales pour faciliter leur insertion sur le marché du travail, et se concentre donc en plus de l'apprentissage de la lecture à des travaux manuels. À cette structure s'ajoute une école plus informelle tenue par une évangéliste protestante américaine (installée depuis février 2012) appuyée par une église de Jakarta est. Cette dernière est financée par des dons américains.

29 Au cours du projet urbain, les deux ONG font valoir un pouvoir de contre-expertise sur la réflexion et le diagnostic, un pouvoir de contre-proposition sur le choix des politiques publiques, un pouvoir de pression au niveau de la décision, un pouvoir de contrôle (ou de suivi) sur la réalisation. C'est en ayant la possibilité d'exercer ce contre-pouvoir à chaque phase du processus (ce qui inclut la possibilité matérielle, c'est-à-dire la disposition d'un local pour se réunir, travailler et entreposer les outils et documents de travail, d'un permanent pour assurer les tâches courantes et de sources de financement indépendantes pour pouvoir fonctionner et réaliser le travail de contre-proposition et de contre-expertise) que les ONG contribuent à une concertation véritable.

30 Les fonctionnaires de BPN déclarent spontanément lors de nos entretiens (juillet 2012) les lacunes de cette réforme, identifiant clairement le manque de diffusion d'informations, les limites de l'éducation et une administration structurellement corrompue dans ces années Suharto.

Pour citer cet article

Référence électronique

Judicaëlle Dietrich, « Contestation ou négociation à Jakarta ? Deux quartiers face aux projets urbains de la métropole », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Aménagement, Urbanisme, document 756, mis en ligne le 18 décembre 2015, consulté le 18 décembre 2015. URL : <http://cybergeo.revues.org/27370> ; DOI : 10.4000/cybergeo.27370

À propos de l'auteur

Judicaëlle Dietrich

Doctorante en géographie
Laboratoire Espaces Nature et Culture – EneC – UMR 8185
Université Paris-Sorbonne
judicaelle.dietrich@gmail.com

Droits d'auteur

© CNRS-UMR Géographie-cités 8504

Résumés

Jakarta, métropole et capitale de l'État indonésien, s'insère dans le contexte néolibéral de concurrence entre les espaces et les villes. Ces modes de production et de gestion urbaines n'ont pas permis jusqu'ici la réduction des inégalités dans la métropole, voire participent à la mise en tension de l'accès aux ressources, posant la question des modes de gouvernance en œuvre dans cet ensemble métropolitain. Cet article met en perspective deux espaces et les acteurs concernés à des moments différents de l'avancée du projet urbain. L'objectif est de faire apparaître les moteurs de la négociation et de la contestation en fonction du statut légal des populations concernées et du foncier, de la taille de la communauté impliquée et des principes guidant l'aménagement urbain. À l'échelle locale, la conception *top-down* dominante de la production de la ville s'avère moins pertinente qu'à l'échelle de l'agglomération. À ce niveau, les logiques de la gouvernance urbaine montrent de nouveaux rapports de pouvoir,

d'affrontement et de négociation. Les usages contestés du sol font émerger des modes informels de gouvernement mais aussi des arrangements au quotidien face aux logiques officielles d'aménagement qui contribuent à la production des inégalités et de la précarité dans la ville. À Budidharma (Jakarta-nord), un groupe de familles aidé par des ONG parvient à négocier avec l'entreprise propriétaire et le gouvernement local afin d'éviter son éviction totale. À Bintara (Bekasi), des habitants résistent difficilement face à un projet de complexe résidentiel grâce à des statuts fonciers encore flous. Le départ des populations occupant le terrain semble imminent. Ces deux études de cas permettent d'interroger les pratiques des citoyens « ordinaires » et des responsables des aménagements urbains entre individualisation des rapports sociaux et mobilisation collective.

Contestation *versus* negotiation in Jakarta's metropolis: Two places facing urban development

As a metropolis and the capital city of Republic of Indonesia, Jakarta gets into the neoliberal context, producing competition between spaces and cities. These kinds of urban production and urban management do not reduce inequalities inside the urban area. Moreover, it contributes to strain land access. We can question the governance modes in that metropolitan context. This paper compares two areas and its stakeholders in different phases of the urban project. The aim is to describe the negotiation and the contestation according to several factors: the legal status of people and of the land, the size of the community involved, the principles of urban development. At local scale, the top down production of the city is less relevant. Urban governance practices highlight new power relations and negotiation. The emergence of informal governments is linked to contested land uses. . Also, some daily quiet encroachments cohabit with official planning practices: it contributes to the production of inequalities and vulnerability inside the city. In Budidharma (North Jakarta), a household's group helped by a NGO can negotiate with the owner (a developer company) and the local government to avoid their eviction. In Bintara (Bekasi), some residents hardly resist against a residential high standing compound project thanks to unclear land use. They may have to leave this area very quickly.

These two case studies question uses of ordinary citizen and of urban planners between individualization of social relations and collective mobilization.

Entrées d'index

Mots-clés : conflits d'usage, contestation, informalité, Jakarta, négociation, rapports de pouvoir

Keywords : contestation, informality, Jakarta, land use conflict, negotiation, power relations